

Chers parents, chers élèves

A l'occasion de l'assemblée générale des correcteurs de l'épreuve de philosophie de l'académie d'Amiens, nous avons décidé de voter la grève reconductible à partir du 3 juillet, suivie d'une rétention des notes.

Nous avons conscience de la radicalité de cette décision, et de l'inquiétude qu'elle suscite parmi vous. Toutefois, cette modalité d'action s'avère pour nous nécessaire, car elle est l'aboutissement de la surdité du ministère face à toutes les actions entreprises antérieurement. En outre, les dommages consécutifs aux réformes en cours nous semblent plus lourds à supporter pour les élèves du futur qu'une attente prolongée de quelques jours pour les candidats de cette année.

Etant investis dans la réussite de nos élèves avec passion, nous ne pouvons par conséquent accepter :

- 1) La machine à sélectionner Parcoursup, la concurrence délétère qu'elle instaure entre les élèves, son algorithme opaque, et les inégalités sociales et territoriales pour l'accès à l'enseignement supérieur qu'elle renforce.
- 2) Le bac du « Nouveau Monde » façonné par Blanquer et imposé à marche forcée qui constitue la fin du bac national donnant à chaque diplômé les mêmes garanties sur tout le territoire. Le nouveau bac s'accompagnera de 22 épreuves sur 2 ans. Outre ces facteurs anxiogènes, seules quelques épreuves feront l'objet d'un examen national et anonyme, ce qui en définitive, fait de ce nouveau bac un diplôme à valeur locale. Autrement dit, les élèves scolarisés dans des établissements défavorisés pâtiront davantage des effets de cette réforme.
- 3) La baisse de l'encadrement pédagogique, avec plusieurs facteurs qui rentrent en compte :
 - ➔ Suppression de 2600 postes dans l'enseignement secondaire alors que le public accueilli sera démographiquement plus nombreux.
 - ➔ Les options qui se substituent aux filières provoqueront des groupes surchargés- souvent à 35 élèves voire plus- et mettront fin à la dynamique de classe puisque les élèves seront contraints de changer de groupes en fonction de leurs options, ce qui risque de perturber les élèves les plus en difficulté.

C'est dans cette perspective que nous avons adopté comme modalité d'action la rétention des notes, et que nous revendiquons auprès des ministères concernés :

- *Le maintien du baccalauréat national avec des épreuves finales ;
- *une augmentation des moyens matériels et humains accordés au service public d'éducation ;
- *des classes à 25 élèves maximum.

*le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat et de la loi ORE.

Par ailleurs, les membres issus du conseil d'administration du lycée André Malraux soutiennent nos revendications.